

RAPPORT ANNUEL DU REPRESENTANT DU

CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1985 les effectifs scolaires s'élevaient à 12.340 élèves, ce qui constitue une augmentation de 523 élèves par rapport au 1er janvier 1984. L'augmentation est sensible à Bruxelles I, à Bruxelles II, à Culham et à Munich. Elle résulte donc surtout du développement des nouvelles Ecoles européennes. Pour la première fois depuis plusieurs années, à l'exception d'un recul de 10 élèves à l'Ecole européenne de Luxembourg, il n'y a aucune diminution des effectifs. A l'Ecole européenne de Mol le nombre d'élèves n'a pas varié d'une année à l'autre.

Il convient de remarquer une autre tendance générale. L'augmentation des effectifs est surtout sensible à l'école maternelle. Elle est un peu plus importante à l'école primaire qu'à l'école secondaire.

Les chiffres relatifs au nombre total d'élèves des Ecoles européennes laissent apparaître une progression de 4,4 %. Ce mouvement de la population scolaire est proche du double de celui qui a été enregistré au cours des dernières années. Les chiffres globaux pour l'ensemble des Ecoles européennes ne font donc apparaître aucun problème. Mais si on examine la situation école par école, la situation reste préoccupante dans certaines Ecoles européennes. En effet si la diminution des effectifs n'a touché cette année aucune Ecole européenne, il convient de remarquer que dans plusieurs Ecoles européennes, le pourcentage d'élèves "de droit" est en recul constant. Le Comité pédagogique essaye de trouver une solution pour enrayer le développement actuel dans les écoles et les sections linguistiques où des difficultés se manifestent. Il a soumis des propositions en ce sens au Conseil supérieur.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1985

	Maternel	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg	322	956	1.290	2.568
Bruxelles I	164	898	1.627	2.689
Bruxelles II	121	827	1.056	2.004
Mol	64	272	479	815
Varese	125	397	802	1.324
Karlsruhe	80	438	517	1.035
Bergen	98	212	361	671
Munich	40	207	327	574
Culham	72	240	348	660
	1.086	4.447	6.807	12.340

Des tableaux relatifs à l'évolution de la population scolaire de 1980 à 1985 figurent en annexe au présent rapport.

Corps enseignant au
1er janvier 1985

Luxembourg	156
Bruxelles I	181
Bruxelles II	120
Mol	75
Varese	112
Karlsruhe	75
Bergen	58
Munich	47
Culham	63
	887

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1984, 736 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 650 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 6.615 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

* *

I. RAPPORTS AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN

Le Parlement Européen a voté le 7 juillet 1983 une résolution sur les Ecoles européennes sur base du rapport fait au nom de sa commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports.

Au cours de sa réunion des 8 et 9 décembre 1983, Le Conseil supérieur a créé un groupe de travail chargé de procéder, en rapport avec la résolution du Parlement Européen, à une étude générale sur les Ecoles européennes, leurs buts, leurs points forts, leurs faiblesses, leur avenir. A la suite d'une étude approfondie des problèmes faite au cours d'un nombre important de réunions le groupe a présenté au Conseil supérieur en novembre 1984 un rapport accompagné de 14 annexes. A la demande du Conseil supérieur il a poursuivi ses travaux pour présenter un rapport final qui figure à l'ordre du jour du Conseil supérieur d'avril 1985.

II. ELARGISSEMENT DES ECOLES EUROPEENNES

Au moment où se négocie l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes, se pose le problème de l'élargissement des Ecoles européennes à ces deux pays.

Au cours de ses réunions d'octobre 1984 et de février 1985 le Comité pédagogique a examiné les problèmes d'organisation liés à l'ouverture d'une section espagnole et d'une section portugaise.

S'inspirant de l'expérience des adhésions du Danemark, de l'Irlande, du Royaume-Uni et de la Grèce, il a prévu l'ouverture des nouvelles sections pour le mois de septembre 1985, à condition que l'adhésion aux Communautés européennes devienne effective à la date du 1er janvier 1986. Il a approuvé un certain nombre de mesures d'organisation qui permettraient, le cas échéant, aux nouvelles sections de fonctionner à la prochaine rentrée scolaire. Des conversations exploratoires ont eu lieu avec un responsable de l'Ambassade d'Espagne à Bruxelles. J'ai été heureux de constater qu'il montrait déjà une connaissance remarquable du système des Ecoles européennes. Je prendrai également contact avec les autorités portugaises, si les négociations au niveau des Communautés européennes aboutissent.

III. ACTIONS DU CONSEIL SUPERIEUR ET DE SES COMITES

Au cours de l'année 1984 le Conseil supérieur a pris un grand nombre de décisions. Certaines de celles-ci concernent la gestion courante. D'autres apportent des améliorations dans le fonctionnement des Ecoles européennes. Les principales décisions relevant de cette dernière catégorie sont rappelées ci-après.

1. Domaine pédagogique

a) Extension du "remedial teaching"

Le Conseil supérieur a décidé d'étendre, à titre expérimental, à toutes les Ecoles européennes le "remedial teaching" qui avait été introduit avec succès à l'Ecole européenne de Bruxelles I.

La formation des "remedial teachers" a été entreprise au cours des derniers mois de l'année 1984. Au début de l'année 1985 le "remedial teaching" a effectivement démarré. En même temps la formation des enseignants se poursuit. Le "remedial teaching" sera tout à fait opérationnel à la fin de cette année scolaire dans toutes les Ecoles européennes.

Au terme d'une période expérimentale de deux ans, prenant fin en juillet 1986, le Conseil supérieur prendra une décision définitive sur base d'un rapport du Comité pédagogique.

L'extension du "remedial teaching" a été préparée par le Comité de réforme de l'école primaire. Je voudrais saisir cette occasion pour lui rendre hommage pour le travail inlassable et fructueux qu'il a accompli depuis de nombreuses années. Mes remerciements s'adressent en particulier à son Président Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER qui est l'animateur très efficace du Comité.

b) Critères de dédoublement en sciences

Depuis septembre 1984 pour les cours de sciences en 4ème et 5ème années de l'école secondaire les classes sont dédoublées à partir de 28 élèves au lieu de 33 auparavant. Cette modification constitue une amélioration qui était particulièrement attendue. Des cours pratiques en laboratoire ne peuvent pas être efficaces avec des classes trop nombreuses.

c) Formation continuée

Le Conseil supérieur a approuvé un programme de formation continuée permanente des enseignants de l'école secondaire. Ainsi des professeurs seront invités régulièrement à des stages destinés à les tenir au courant des changements qui interviennent dans l'enseignement de leur matière. A une époque où l'évolution est très rapide dans le domaine éducatif, il est particulièrement important d'assurer la formation des professeurs qui doivent régulièrement remettre en cause leurs méthodes et leur enseignement.

Ce programme s'ajoute à celui qui a été mis en place en 1982 pour les enseignants de l'école primaire. La formation continuée de ceux-ci se poursuit depuis presque trois ans. Elle est organisée par un Comité que Monsieur l'Inspecteur WIRTH préside avec une grande efficacité.

d) Répartition de l'année scolaire en deux semestres

Pour une période expérimentale d'un an, l'ancien découpage de l'année scolaire en trois trimestres a été remplacé à l'école secondaire par un découpage en deux semestres. Cette nouvelle organisation de l'année scolaire a pour but de réduire le nombre d'épreuves auxquelles les élèves sont soumis. En même temps des mesures ont été prises pour assurer une bonne information des parents sur le travail de leur enfants.

e) Programmes

Le Conseil supérieur a arrêté de nouveaux programmes d'italien langue étrangère, d'approfondissement en danois langue maternelle et d'allemand, 3ème langue étrangère.

Ainsi tous les programmes du cycle secondaire réformé ont été revus au moment où la réforme a atteint la dernière classe de l'école secondaire. A la fin de la présente année scolaire, la première promotion d'élèves ayant bénéficié de l'enseignement réformé se présentera aux épreuves du Baccalauréat. Celles-ci se dérouleront également selon un nouveau Règlement adapté à la réforme. Une fois que la première session du Baccalauréat réformé aura eu lieu, le Conseil d'inspection pourra probablement dégager les premières conclusions du nouveau système.

Au moment où la réforme touche à son terme, je tiens à remercier une nouvelle fois le Comité de réforme et son infatigable Président Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER, dont la compétence, la patience et le sens du compromis ont largement contribué à la mise en place d'un enseignement européen réformé.

2. Domaine administratif

a) Elaboration des budgets

Le Conseil supérieur a décidé de remplacer à partir de l'exercice budgétaire 1986 le système du budget supplémentaire institutionnalisé par un système où le budget qu'il approuve comprend des prévisions pour toutes les variations de dépenses, y compris les adaptations des rémunérations et les créations de postes. Des crédits supplémentaires ne pourront plus être demandés qu'à titre tout à fait exceptionnel pour des dépenses imprévisibles lors de l'élaboration des projets de budgets.

b) Comptes "hors budget"

Le Conseil supérieur a arrêté un système de comptes "hors budget" valable pour toutes les Ecoles européennes. Désormais la gestion de ces comptes sera uniforme pour l'ensemble des Ecoles européennes.

c) Vade mecum relatif au Baccalauréat

Le Comité de réforme a élaboré un vade-mecum relatif au Baccalauréat. Cet important document regroupe toutes les informations concernant le Baccalauréat. Il s'agit d'un instrument de travail précieux pour les directions des écoles, les enseignants et les élèves.

3. Extension des Ecoles européennes

Le Conseil supérieur a décidé d'ouvrir une annexe de l'Ecole européenne de Luxembourg. Celle-ci était devenue trop petite pour accueillir tous les élèves qui ont le droit de la fréquenter et surtout pour faire face à la création de nouvelles sections linguistiques.

IV. ETUDES MENEES A L'INITIATIVE DU CONSEIL SUPERIEUR

Le Conseil supérieur a donné à ses comités préparatoires des mandats d'étude pour rechercher une solution aux principaux problèmes qui se posent aux Ecoles européennes.

A ce titre il y a lieu de citer les questions suivantes :

- Modification du Statut du personnel enseignant à la suite des critiques émises par la Cour des Comptes,
- Mission des Inspecteurs,
- Financement de l'Ecole européenne de Munich et création d'une section grecque dans cette école,
- Diminution des effectifs dans certaines sections linguistiques et certaines écoles,
- Créations de postes de bibliothécaires dans les écoles qui n'en sont pas encore pourvues,
- Définition du service de l'enseignant du cycle primaire

V. LES BATIMENTS DES ECOLES EUROPEENNES

a) Ecole européenne de Luxembourg

Le Conseil d'administration de l'Ecole européenne de Luxembourg étudiera au cours de ses prochaines réunions les problèmes qui se posent à la suite de l'ouverture d'une annexe.

b) Ecole européenne de Bruxelles I

Le gouvernement belge pourvoit bien aux besoins en locaux de l'Ecole européenne de Bruxelles I.

Il met à la disposition de celle-ci les bâtiments supplémentaires dont elle a besoin pour l'application des réformes décidées par le Conseil supérieur et pour l'accueil de nouvelles sections linguistiques.

c) Ecole européenne de Bruxelles II

L'Ecole européenne de Bruxelles II est confrontée avec un manque de locaux grandissant.

La Direction de l'Ecole s'est adressée aux autorités belges pour leur demander de prendre les mesures voulues pour doter l'école de bâtiments supplémentaires.

Celles-ci ont donné leur accord de principe pour une extension de l'école.

d) Ecole européenne de Karlsruhe

Les besoins en locaux supplémentaires de l'Ecole européenne de Karlsruhe ont été évoqués dans mes rapports précédents.

Etant donné que dans les circonstances actuelles, les autorités allemandes ne sont pas en mesure de donner une suite immédiate à l'ensemble des demandes, l'école a proposé une solution transitoire qui implique des constructions limitées. Une réunion avec les autorités compétentes doit avoir lieu dans les prochains jours.

e) Ecole européenne de Culham

Le gouvernement britannique a construit huit nouvelles salles de classe pour l'école primaire. Ces locaux sont occupés depuis le mois de septembre 1984.

En outre un nouveau laboratoire de sciences a été mis à la disposition de l'Ecole européenne de Culham. D'autres laboratoires seront bientôt disponibles.

★ ★

★

Je voudrais exprimer ma gratitude aux gouvernements et à leurs délégations pour leur effort permanent en faveur des Ecoles européennes et pour leur volonté de répondre dans toute la mesure du possible aux besoins en bâtiments des Ecoles européennes.

★ ★

★

VI. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes

Le Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes a été signé à Luxembourg par les représentants des Etats-Membres des Communautés européennes le 15 décembre 1975.

Ce Protocole permet la création de l'Ecole européenne de Munich.

La procédure de ratification est au même point que l'an dernier, une délégation n'ayant pas encore signalé que la procédure de ratification avait abouti.

b) Accord relatif à la modification du Règlement du Baccalauréat

En mai 1982, le Conseil supérieur a approuvé, en ce qui le concerne, une révision du Règlement du Baccalauréat européen.

Les plénipotentiaires des Etats-Membres ont signé à Luxembourg le 11 avril 1984 un Accord approuvant cette modification du Règlement du Baccalauréat et un Accord permettant l'application provisoire des nouvelles dispositions.

Je suis heureux de pouvoir signaler que le Danemark, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas ont déjà procédé à la ratification de cet Accord. Je prie les autres gouvernements de prendre les mesures voulues pour que les procédures de ratification soient entreprises et menées à bonne fin dans les meilleurs délais.

c) Exonération de la T.V.A. pour les Ecoles européennes de Varese, de Karlsruhe et de Munich

Je suis désolé de devoir une nouvelle fois soulever le problème de l'exonération de la T.V.A. pour les Ecoles européennes de Varese, de Karlsruhe et de Munich.

Ces Ecoles européennes ne sont pas encore exonérées du paiement de la T.V.A. A la suite d'observations de la Cour des Comptes, ce problème a été soumis au Conseil supérieur au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1980. Au cours de cette réunion les délégations allemande et italienne ont signalé qu'on élaborait des textes légaux en vue d'exonérer les Ecoles européennes du paiement de la T.V.A.

Depuis lors ce problème a été évoqué à presque chaque réunion du Conseil supérieur, sans qu'une solution ne soit intervenue. La Cour des Comptes de son côté insiste, à juste titre, dans chacun de ses rapports pour que l'exonération demandée soit enfin accordée. J'espère que les deux délégations pourront annoncer au Conseil supérieur lors de sa réunion d'avril 1985 que l'exonération de la T.V.A. est devenue une réalité, de sorte que ce problème disparaisse de nos préoccupations.

VII. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Par règlement du 24 juin 1984, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges.

Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1984.

	Coefficients appliqués du 1/7 au 31/12/82	Coefficients appliqués à partir du 1/1/1984
Belgique	100	103,1
République Fédérale d'Allemagne	110,5	111,4
Italie (sauf Varese)	96,1	101,7
Varese	99	103,8 (1)
Grand-Duché de Luxembourg	100	103,1
Pays-Bas	105,8	107,6
Royaume-Uni	97,9	99,8

b) Contrôle interne des Ecoles européennes

Conformément au mandat qui lui avait été donné, le contrôleur interne a veillé à l'application du manuel des procédures comptables et administratives qu'il avait élaboré. Il a procédé à une première mise à jour de ce document. Il est en contact avec les responsables des écoles pour les aider à appliquer les dispositions du manuel.

Après avoir collaboré à l'extension à toutes les Ecoles européennes du calcul mécanographique des traitements, il a procédé avec les responsables du centre de calcul à la mise au point d'un système de contrôle du calcul mécanographique.

(1) Chiffre provisoire

Il a apporté son concours au Représentant du Conseil supérieur et au Comité administratif et financier dans l'étude de certaines questions spécifiques, comme l'utilisation des ordinateurs dans la gestion des Ecoles européennes.

Il a procédé, comme l'année dernière, à un examen critique et comparatif des avant-projets de budgets des Ecoles européennes et de leurs clôtures des comptes et m'a présenté ses remarques dont j'ai fait part aux différents Conseils d'administration.

c) Douzièmes provisoires

Les Ecoles européennes sont soumises au régime des douzièmes provisoires, étant donné que les budgets pour l'année 1985 n'ont pas encore été approuvés.

Cette situation crée des difficultés sur deux plans.

- certains crédits budgétaires sont insuffisants pour faire face aux besoins,
- certaines écoles éprouvent des difficultés de trésorerie, étant donné que les subventions versées par la Commission sont inférieures aux montants dont les écoles ont besoin.

Ces difficultés s'accroissent chaque mois et risquent de gêner considérablement le fonctionnement des Ecoles européennes, si le régime des douzièmes provisoires devait se prolonger.

VIII. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le Bulletin pédagogique continue à paraître régulièrement au rythme de quatre à cinq numéros par an. Cette brochure est utile pour les Ecoles européennes et pour ceux qui s'intéressent à leurs activités. Elle assure une fonction d'information et offre aux enseignants une tribune pour échanger leurs vues.

Des difficultés budgétaires limitent cependant ses possibilités de publications.

b) Réunions des Conseils interscolaires

Les Conseils interscolaires ont poursuivi cette année leurs activités au profit de l'ensemble des Ecoles européennes. Toutefois le rythme de leurs travaux a pu être ralenti, parce que les nouveaux programmes applicables dans le cadre de la réforme ont déjà été approuvés par le Conseil supérieur.

Une fois de plus je voudrais les remercier de leurs efforts fructueux.

*

*

*

L'un des Directeurs va quitter cette année les Ecoles européennes. Il s'agit de Monsieur Willy PETRY, le Directeur de l'Ecole européenne de Varese, qui prendra sa retraite à la fin de l'année scolaire. Au nom du Conseil supérieur je voudrais lui rendre l'hommage qu'il mérite et le remercier pour la qualité du travail qu'il a accompli.

Monsieur Willy PETRY appartient à la génération des pionniers des Ecoles européennes. C'est en 1956 qu'il fut nommé professeur à l'Ecole européenne de Luxembourg. Pendant presque 30 ans il collabora au développement des Ecoles européennes. De 1956 à 1962 il fut professeur à l'Ecole européenne de Luxembourg ; puis il fut muté à l'Ecole européenne de Varese; en 1971 il revint à l'Ecole européenne de Luxembourg ; enfin en 1978 il fut nommé Directeur de l'Ecole européenne de Varese, cette école qu'il connaissait parfaitement pour y avoir été professeur pendant neuf ans. A la tête de l'Ecole européenne de Varese depuis 1978, il a montré son savoir-faire au cours d'une période difficile, oeuvrant au maintien d'un enseignement de qualité et soucieux de préparer au mieux les jeunes à leurs tâches de demain.

Pendant tout ce temps, Monsieur PETRY a pu montrer l'étendue de ses qualités professionnelles et humaines. Je voudrais ici souligner sa compétence, sa capacité de travail et son attachement profond

aux Ecoles européennes et à leur idéal. Je voudrais également relever sa pondération et son calme qui constituent, à mon sens, deux qualités particulièrement importantes pour celui qui a la responsabilité d'une communauté scolaire.

Au moment où M. PETRY arrive au terme d'une carrière particulièrement bien remplie, je voudrais lui adresser mes meilleurs vœux pour une retraite heureuse et fructueuse à Luxembourg sa seconde patrie.

* * *

Au terme de ce rapport, je ne voudrais pas manquer d'exprimer une nouvelle fois ma gratitude à tous ceux qui par leurs efforts et leur engagement contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes, c'est-à-dire à l'ensemble du personnel des écoles, aux parents et aux élèves, aux membres des comités et aux membres du Conseil supérieur lui-même.

M. SCHMIT

Ecoles Européennes - EFFECTIFS GLOBAUX

Jour de référence: le 1er janvier de l'année respective

	1980		1981		1982		1983		1984		1985	
maternelle	884	100	934	105.7*	899	101.7*	915	103.5*	987	111.7*	1086	122.9*
primaire	4192	100	4318	103.0	4315	102.9	4258	101.6	4259	101.6	4447	106.1
secondaire	5755	100	5833	101.4	6144	106.8	6374	110.0	6571	114.2	6807	118.3
Total	40831	100	11085	102.3	11358	104.9	11547	106.6	11817	109.1	12340	113.9

* par rapport à 1980 = 100

Répartition des effectifs sur les trois cycles - en pourcentages

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
maternelle	8.16%	8.42	7.91	7.92	8.35	8.80
primaire	38.70	38.99	37.99	36.87	36.04	36.04
secondaire	53.13	52.62	54.09	55.20	55.60	55.16

Ecoles Européennes - EFFECFITS par ECOLE

Jour de référence: le 1er janvier de l'année respective

L u x e m b o u r g

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
maternelle	305	314	299	288	313	322	
primaire	999	1015	997	1002	977	956	
secondaire	1205	1184	1230	1258	1288	1290	
Total	2509 100	2573 100.2*	2526 100.7*	2548 101.6*	2578 102.8*	2568 102.4*	

B r u x e l l e s I

maternelle	114	122	124	132	159	164	
primaire	772	814	809	821	832	898	
secondaire	1552	1464	1463	1522	1548	1627	
Total	2438 100	2400 98.4	2396 98.3	2475 101.5	2539 104.1	2689 110.3	

B r u x e l l e s II

maternelle	125	119	103	124	124	121	
primaire	665	684	702	706	745	827	
secondaire	606	716	831	909	993	1056	
Total	1390 100	1519 109.3	1641 118.1	1739 125.1	1862 134.0	2004 144.2	

* par rapport à 1980 = 100

Ecoles Européennes - Effectifs par Ecole

M o l

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
maternelle	65	66	56	61	65	64	
primaire	298	300	279	256	273	272	
secondaire	542	514	533	502	477	479	
Total	905 100	880 97.2	868 95.9	819 90.5	813 90.1	815 90.1	

V a r e s e

maternelle	106	114	97	81	79	125	
primaire	586	517	484	431	396	397	
secondaire	982	949	903	852	823	802	
Total	1674 100	1580 94.4	1484 88.6	1364 81.5	1298 77.5	1324 79.1	

K a r l s r u h e

maternelle	63	80	75	75	71	80	
primaire	402	439	436	438	429	438	
secondaire	419	440	451	470	479	517	
Total	884 100	958 108.4	962 108.8	983 111.2	979 110.7	1035 117.1	

Ecoles Européennes - EFFECTIFS par ECOLE

B e r g e n

	1980		1981		1982		1983		1984		1985	
maternelle	59		44		58		70		77		98	
primaire	272		237		233		214		215		212	
secondaire	330		337		379		369		351		361	
Total	661	100	618	93.5	670	101.4	653	98.8	643	97.3	671	101.5

M ü n c h e n

maternelle	21		20		29		29		35		40	
primaire	68		116		163		170		180		207	
secondaire	38		79		144		224		300		327	
Total	127	100	215	169.3	336	264.6	423	333.1	515	405.5	574	452.0

C u l h a m

maternelle	26		55		53		55		64		72	
primaire	130		197		212		220		212		240	
secondaire	87		150		210		268		312		348	
Total	243	100	402	165.4	475	195.5	543	223.5	588	242.0	660	271.6